

Commission des Pouvoirs locaux

Jenny Baltus-Möres, sur les détecteurs de noyade

Début novembre, on apprenait le décès à la suite d'une noyade d'un nageur d'Anderlecht en séance d'entraînement. Il semblerait qu'on dénombre en moyenne 40 noyades par an dans les piscines publiques en Belgique.

Afin de diminuer ce risque, certaines piscines se sont équipées de détecteurs de noyades. Ces derniers auraient permis de sauver une trentaine de personnes de la noyade en Belgique. Cet équipement alerte le personnel de surveillance 10 à 15 secondes après la détection d'une noyade.

En tant que Ministre des infrastructures sportives, ne pensez-vous pas qu'il serait opportun de rendre ces détecteurs de noyade obligatoires pour l'ensemble des piscines publiques de Wallonie ? Dans l'affirmative, envisagez-vous d'aider les piscines à s'équiper de ces détecteurs à travers l'octroi de subsides ? Est-ce éventuellement prévu dans le « plan piscine » de la Région wallonne ?

Pouvez-vous également me communiquer la proportion des piscines wallonnes qui sont déjà équipée d'un tel outil ?

Jean-Luc Crucke sur « La taxe pylône, la Cour persiste et signe »

Après 2014 et 2015, c'est 2016 qui tombe à la trappe !

Comment expliquer cette nouvelle légèreté dans la gouvernance juridique ?

Où en est le Ministre dans les négociations avec les opérateurs ? Quel est l'échéancier ?

Que sont devenues les compensations promises aux communes ? Doivent-elles en faire le deuil ?

Quelle stratégie le Ministre entend-t-il développer ?

**Philippe Dodrimont, sur la participation du directeur ad intérim
au département du Logement de la DG04 au forum sur l'habitat
alternatif/léger de Philippeville**

Le 3 décembre dernier se tenait à Philippeville un forum sur l'habitat alternatif/léger. Une thématique abordée dans une région confrontée notamment à la problématique de l'habitat permanent dans des parcs résidentiels.

A cette séance était convié le directeur ad intérim du département du Logement de la DG04.

Quelles étaient les raisons de sa présence ? Quel discours a-t-il tenu ? Etes-vous favorable au logement alternatif/léger ? Dans quelles conditions ? Menez-vous une réflexion de concert avec votre collègue en charge de l'action sociale et plus particulièrement de l'habitat permanent ?

L'habitat léger est devenu un enjeu majeur pour les prochaines années. Quelles sont vos priorités en la matière ?

Olivier Maroy, sur la taxe des kots étudiants à Louvain-la-Neuve.

Les étudiants koteurs à Louvain-la-Neuve grincent les dents. La taxe de séjour augmentera de 150 à 160 € à partir de 2017. Elle avait déjà été fortement augmentée en 2012, passant de 90€ à 150€.

Ce n'est pas une question locale puisque cela concerne les non-résidents, c'est-à-dire les étudiants wallons qui choisissent cette cité universitaire pour étudier. La question dépasse les frontières du Brabant wallon.

Le conseil communal justifie cette augmentation par le coût que représentent la gestion des étudiants, de plus en plus nombreux à Louvain-La-Neuve. Notamment en termes de nettoyage et de police.

En septembre dernier, une motion a été envoyée au Gouvernement afin de réclamer plus de moyens via le Fonds des communes. La commune n'aurait à ce jour pas encore reçu de réponse.

Monsieur le Ministre, les frais de logement sont une charge très lourde pour les étudiants et un frein aux études pour une partie d'entre eux. Confirmez-vous la réception de ce courrier adressé au Gouvernement ? Pourquoi celui-ci n'a-t-il pas encore trouvé de réponse ? N'estimez-vous pas que Louvain-La-Neuve justifie d'une particularité suffisante pour obtenir une aide supplémentaire, afin d'éviter de répercuter ces coûts aux étudiants ?

Jean-Luc Crucke sur "La présidence de la CWAPE"

Le gouvernement wallon du 24 novembre 2016 s'est soudainement accordé sur la procédure qui devrait permettre de désigner un Président et, dans l'attente de celui-ci, un Président ff.

Le Ministre peut-il détailler les procédures mises en place et l'échéancier ?

Pourquoi avoir tant attendu ?

Quels sont les éléments qui permettraient de penser que ces procédures respectent l'indépendance de la CWAPE ?

Quel sera le rôle dévolu à la Vice-Présidente de la CWAPE ? La stabilité de l'organisme ne lui impose-t-elle pas une relative discrétion ?

Est-il exact que l'organisme connaît un taux de burn-out particulièrement élevé au sein du personnel ? Quel est-il ? Comment l'expliquer ?

Jean-Luc Crucke, sur « La Commission Nationale Climat »

Dès janvier prochain, le Ministre assumera la présidence de la Commission Nationale Climat.

Lors d'un colloque qui s'est récemment tenu au sein du Sénat, l'ensemble des orateurs présents et des parlementaires invités ont insisté sur la nécessaire dynamique qui devait rapprocher les entités fédérées et fédérale plutôt que de les diviser. L'écho est-il arrivé jusqu'au Ministre ?

Comment aborde-t-il cette présidence et quels sont les défis qu'il entend relever ?
Quelle est la méthodologie qui sera développée et pense-t-il pouvoir répondre aux aspirations de la société civile et des milieux de l'entreprise ?

Comment mettre fin aux querelles de clocher pour valoriser l'intérêt général ?

Philippe Dodrimont, sur la reconversion des parcelles acquises par les communes dans les parcs résidentiels

Il me revient que certaines communes qui ont acquis des parcelles dans des parcs résidentiels via appel à projet, seraient disposées à les utiliser pour y créer une nouvelle forme de logement social en collaboration avec les AIS et/ou les SLP.

Estimez-vous cette possibilité envisageable ? Aux quelles conditions ces communes pourraient-elles disposer de ces parcelles ? Quelles démarches devraient-elles entreprendre pour lancer un projet-pilote ?

Magali Dock sur la Smart City Expo World Congress 2016

La Smart City Expo World Congress 2016 a eu lieu entre le 15 et le 17 Novembre à Barcelone. Cette exposition est un évènement qui attire toutes les entreprises spécialisées dans les technologies numériques pouvant trouver une utilisation dans nos villes et communes. En regardant les différents acteurs participant à cette exposition de renommée internationale, on retrouve la ville de Liège. Cependant, il est compliqué de savoir si l'administration wallonne a participé à cet évènement.

Monsieur le Ministre, bien que la politique des Smart Cities ne relève pas directement de votre compétence, vous dites avoir « une attention toute particulière quant aux implications et impacts de celle-ci sur les pouvoirs locaux ». Dans cet ordre d'idée, des représentants du gouvernement wallon ont-ils participé à cette exposition ? Comment votre organisation s'organise-t-elle pour choisir les évènements auxquels elle souhaite assister ? Y a-t-il une coordination avec nos villes et communes concernant la présence wallonne dans des évènements de ce type ?

Jean-Luc Crucke, sur "La commune d'Ellezelles"

Par arrêtés ministériels du 17 octobre 2016, publiés au Moniteur belge du 25 novembre 2016, le Ministre a décidé de ne pas approuver les délibérations du Conseil communal d'Ellezelles du 12 juillet 2016 relatives à la modification du statut administratif du personnel communal et du règlement de travail de celui-ci.

Quelles sont les raisons de l'opposition exprimée par le Ministre et quelles sont les irrégularités et violations contenues dans les délibérations communales suscitées ? Celles-ci avaient-elles fait l'objet d'une approbation des représentations syndicales ? Quand ?

Quelles sont les responsabilités dégagées et quelles sont les conséquences de ces décisions pour la commune d'Ellezelles ?